



ouvre de nouveaux horizons

Compte administratif 2016

Présentation synthétique

Une situation financière saine et maîtrisée

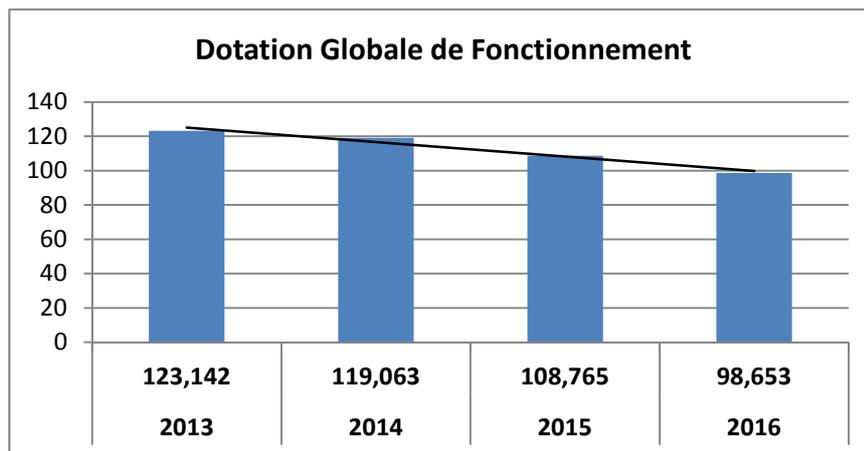
En 2016, l'épargne nette du Département, qui mesure la capacité de la collectivité à financer ses investissements par des ressources propres, se maintient à un niveau élevé, globalement similaire à celui de 2015 : il passe de 58,9 M€ en 2015 à 57 M€ en 2016.

En 2016, l'encours de la dette du Département a diminué de 10,7 M€ : il passe de 415,5 M€ fin 2015 à 404,8 M€ fin 2016.

Le ratio de solvabilité (qui mesure le nombre d'années que le Département mettrait à rembourser sa dette s'il y consacrait la totalité de son épargne brute) s'établit à 4,15 années, en amélioration par rapport à 2015. Le niveau d'épargne nette par habitant du Département (82 €/habitant) est supérieur à la moyenne des départements non urbains (70 €/habitant).

Une diminution significative des dotations versées par l'Etat

Pour la troisième année consécutive, le Département a contribué pour 10,8 M€ en 2016 à l'effort de redressement des finances publiques de l'Etat. Depuis 2014, date du premier prélèvement, cette ponction sur le budget du Département représente 45,2 M€.



L'augmentation de près de 10% des Droits de Mutation à Titre Onéreux, qui atteignent 123,4 M€, a permis de faire face à cette diminution. Toutefois, les Droits de Mutation constituent une recette volatile, liée au dynamisme du marché immobilier. Le désengagement continu de l'Etat constitue donc un motif d'inquiétude pour le Département qui doit assumer des dépenses sociales en constante augmentation.

Evolution des recettes de fonctionnement du Département de la Charente-Maritime entre 2015 et 2016

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en millions d'euros)	2015	2016	Evolution 2016/2015
Fiscalité directe et indirecte	392,039	406,154	3,60%
Dotations de l'Etat	114,515	104,364	-8,86%
Financement des transferts de compétences	97,433	99,127	1,74%
Action sociale	66,494	72,446	8,95%
Recettes affectées (Taxe d'Aménagement)	7,507	7,25	-3,42%
Autres recettes (cessions, divers participations)	21,096	19,258	-13,18%
Total des recettes réelles de fonctionnement	699,084	708,599	1,36%

Une augmentation des dépenses sociales et de la péréquation

Les dépenses sociales constituent le poste de dépenses le plus important en fonctionnement : 359,5 M€, soit plus de 57 % du budget de fonctionnement.

Le Département doit cette année encore supporter un « reste à charge » élevé, c'est-à-dire une charge non compensée par l'Etat, de 16,5 M€ pour le financement des Allocations Individuelles de Solidarité : Allocation Personnalisée d'Autonomie, Prestation de Compensation du Handicap, Revenu de Solidarité Active.

Les dépenses de personnel sont maîtrisées (+ 1,5% entre 2015 et 2016).

L'augmentation des dépenses de fonctionnement est principalement due à la progression des dépenses sociales (+4,2 M€) et à la hausse de la contribution de la Charente-Maritime aux fonds de péréquation (+3,6 M€) mis en place entre Départements.

Evolution des dépenses de fonctionnement du Département de Charente-Maritime entre 2015 et 2016

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (en millions d'€)	2015	2016	Evolution
Affaires sanitaires et sociales	355,277	359,573	1,2%
Administration générale et péréquation	128,134	131,486	2,6%
Infrastructures, patrimoine et sécurité (SDIS)	46,685	47,453	1,6%
Affaires scolaires et formation professionnelle	44,572	46,575	4,5%
Affaires culturelles et sportives	8,709	8,423	-3,3%
Soutien aux projets des territoires	7,693	7,680	-0,2%
Agriculture et milieu rural	6,220	6,242	0,3%
Mer et réseau fluvial	3,311	3,695	11,6%
Total des dépenses de fonctionnement	600,605	611,127	1,8%

Une politique ambitieuse d'investissement

Hors ligne de trésorerie, les dépenses réelles d'investissement ont augmenté de manière significative par rapport à 2015 : +15 % soit 24,1 M€ en plus. Elles s'élèvent ainsi à 184,3 M€ en 2016.

Le Département a ainsi pu investir dans la voirie (près de 40 M€), les digues (22,3 M€), les collèges (10,9 M€), la construction de centres de secours (3,8 M€), la protection des espaces naturels sensibles (3,2 M€).

Le Département a soutenu à hauteur de 47,4 M€ les projets des communes, intercommunalités, offices HLM et autres organismes dans les domaines suivants : protection de l'environnement, mer et milieu maritime, travaux ferroviaires, enseignement, culture, sport, aide au logement.

Dépenses d'investissement : 197,391 M€

